

CLH

24 novembre 2016

Bilan janvier à novembre 2016
Activités DALO, contingent préfectoral
CCAPEX / expulsions locatives
arrondissement de Nice

1. Bilan de l'activité de janvier à novembre 2016 Commission Médiation Départementale

Le secrétariat de la COMED a réceptionné **2 475 recours** répertoriés 2370 recours logement et 105 recours hébergement.

Soit une moyenne de 225 recours par mois soit une baisse de – 7% par rapport à l'année 2015.

Depuis la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007, la commission de médiation a instruit **19 224 recours**.

1. Bilan de l'activité de janvier à novembre 2016 Commission Médiation Départementale

La répartition des recours reçus en fonction des critères de la loi :

31% dépourvu de logement / hébergé chez un particulier

28% logement sur-occupé, personne handicapé ou avec un enfant mineur

17% menacé d'expulsion sans relogement

12% absence de proposition de logement dans un délai de 45 mois (*arrêté préfectoral du 2/6/2014*)

10% hébergé de façon continue dans une structure d'hébergement

2% logé dans des locaux impropres à l'habitation

1. Bilan de l'activité janvier à novembre 2016 Commission Médiation Départementale

Le délai d'instruction des recours est de **3 mois**.

356 ménages ont fait l'objet d'une décision favorable.

Taux de labellisation de **14%**.

2. Le relogement des ménages reconnus « prioritaire et urgent »

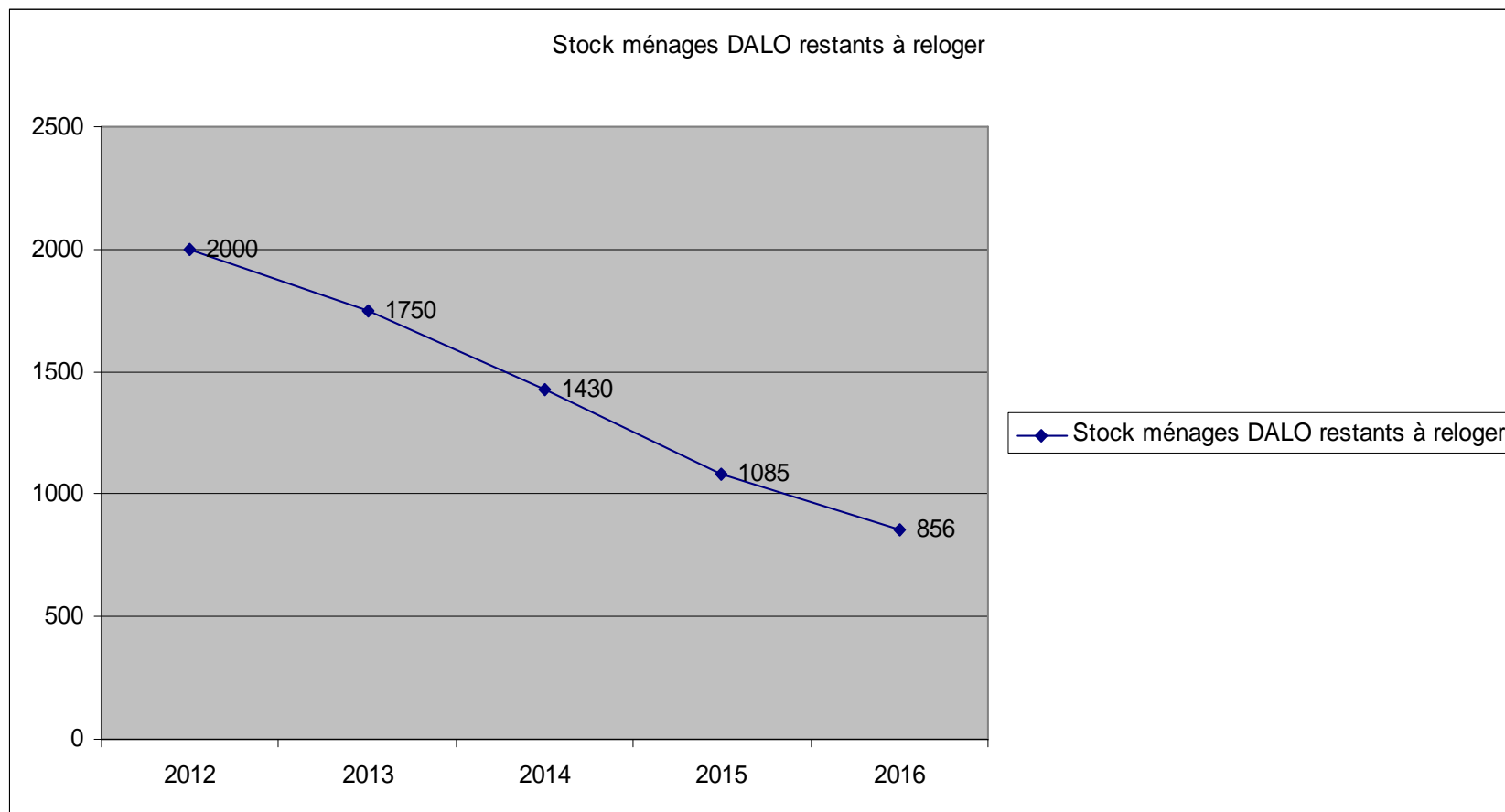
Durant l'année 2016, **389** ménages reconnus « prioritaire et urgent » ont signé un bail de location.

3 226 ménages ont été relogé depuis janvier 2008.

Au 24 novembre 2016, l'obligation porte sur **856 ménages**.

2. Le relogement des ménages reconnus « prioritaire et urgent »

Le nombre de bénéficiaires de la loi DALO restant à reloger est de **856** pour le département des Alpes-Maritimes.



2. Le relogement des ménages reconnus « prioritaire et urgent »

FNAVDL

Pour le relogement des ménages reconnus « prioritaire et urgent », le dispositif du Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le logement (FNAVDL) a été reconduit pour l'année 2016 / 2017 :

181 diagnostics (*opérateur GALICE*)

47 mesures d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (*opérateur HARJES*)

23 mesures de Gestion Locative Adapté associées à un bail glissant (*opérateur AGIS 06*)

3. Le contentieux DALO

180 nouvelles requêtes déposées au tribunal Administratif de Nice

144 300 € montant des indemnités liées au contentieux DALO réparti :

130 000 € astreintes versées à la Caisse Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS)

12 000 € indemnités versés aux requérants

2 500 € frais versés aux avocats

La trajectoire 2016 du contentieux DALO est d'un million € .

4. La gestion du contingent préfectoral de janvier à novembre 2016

630 offres de logement à la vacance du contingent préfectoral

630 ménages relogés répartis :

389 ménages reconnus « prioritaire et urgent » DALO

175 fonctionnaires Etat

15 ménages relogés liés aux inondations du 3 et 4 octobre 2015 des bassins de Mandelieu, le Cannet, Cannes et Antibes

51 ménages relogés (logements insalubres, femmes victime de violence, mutations, etc.)

4. La gestion du contingent préfectoral de janvier à novembre 2016

Refus de proposition adaptée de logement

112 courriers liés à la perte du droit au logement opposable notifiés aux requérants dont 18 refus en lien avec une proposition d'un logement d'un programme neuf.

38% motif le quartier ne convient pas

25% le logement trop éloignés des commerces

20% souhait d'un relogement dans un quartier ou une commune

17% autres motifs

5. La CCAPEX

Le secrétariat de la Commission de Coordination d'Actions de Prévention des Expulsions a traité durant l'année 2016 :

4 699 commandement de payer

2 946 assignations

1 167 décisions de jugement des tribunaux d'instance

1 811 commandements de quitter les lieux

6. Les expulsions locatives arrondissement de Nice

Les deux arrondissements de Nice et de Grasse ont traité :

1 487 réquisitions réparties 41% parc public et 59% parc privé.

1 135 concours de la force publique ont été accordés.

858 enquêtes sociales réalisées.

347 protocoles de « cohésion social » signés par les bailleurs sociaux.

362 procédures de reprise des lieux par les huissiers sans l'appui des forces de l'ordre.

226 concours exécutés.

Merci pour votre attention